



Cabinet Collet

AUDIT & EXPERTISE COMPTABLE



LYCEE ABBE PIERRE

Rapport du Commissaire Aux Comptes

sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Août 2024



www.cabinet-collet.org

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels clos le 31 Août 2024



50 Rue Nationale
35 190 TINTENIAC



Cabinet Collet

AUDIT & EXPERTISE COMPTABLE

Olivier COLLET & Noël GUERIN

Experts-Comptables - Commissaires aux Comptes Associés

LE RHEU

1, passage des Sports
BP 35202
35650 Le Rheu
Tél : 02 99 60 89 18
www.cabinet-collet.org

BEGARD

27, rue de Gra-Vur
22140 Bégard
Tél : 02 96 45 33 63

CESSON-SEVIGNE

1, rue de Paris
Immeuble Atalis 1
35510 Cesson - Sevigné
Tél : 02 99 53 23 23

SARL au capital de 702 000 € - Siret: 83025581600019 - APE : 6920Z - Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts-comptables de la Région de Bretagne

Cabinet COLLET

Commissaire Aux Comptes

~

Siret : 830 255 816 00019- A.P.E. : 69.20Z

Association Lycée Abbé Pierre

50 Rue Nationale

35 190 TINTENIAC

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Du 30 Janvier 2025

Statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 Août 2024

Cabinet COLLET

Commissaire Aux Comptes

~

Siret : 830 255 816 00019- A.P.E. : 69.20Z

Sommaire

Contenu

1 – Opinion.....	3
2 – Fondement de l'opinion.....	3
2.1 – Référentiel d'audit.....	3
2.2 – Indépendance.....	3
3 – Justification des appréciations	4
4 – Vérifications spécifiques.....	4
5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels	4
6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels	5

Association Lycée Abbé Pierre,

Exercice clos le 31 Août 2024,

Rapport du Commissaire Aux Comptes
sur les Comptes annuels

Aux membres de l'Assemblée Générale,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association de Gestion du Lycée Abbé Pierre relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{ER} Septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre évaluation des règles et principes comptables adoptés par votre association, tels qu'exposés dans votre annexe, nous avons examiné la pertinence de ces méthodes. Nous avons porté une attention particulière aux produits et charges les plus significatifs, à savoir la facturation aux familles, les subventions publiques associées, ainsi que les charges de personnel nécessaires à la réalisation de vos activités.

Il est essentiel pour nous de vérifier régulièrement l'exactitude comptable de ces éléments. À cet effet, nous avons procédé à des vérifications par sondage de leur comptabilisation. En ce qui concerne les charges de personnel, nous avons notamment contrôlé le montant brut, les charges sociales afférentes et les provisions correspondantes.

4 – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de

cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- › il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LE RHEU
Le 14 Janvier 2025,

Noël GUERIN
Commissaire aux Comptes

SARL CABINET COLLET
Audit & Expertise Comptable
1, passage des sports BP 35202
35650 LE RHEU
Siret : 83025581600019
Tél : 0299608918

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/08/24	Net au 31/08/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et	34 891	34 891		
Immobilisations corporelles				
Terrains	516 652	108 447	408 204	418 186
Constructions	5 377 656	2 915 895	2 461 761	2 649 010
Installations techniques, matériel et outill	778 390	735 217	43 173	62 716
Autres immobilisations corporelles	114 052	102 779	11 274	8 678
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destiné				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	1 254		1 254	1 215
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total I	6 822 896	3 897 230	2 925 666	3 139 805
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.	2 973		2 973	3 583
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur comman				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	119 182	12 294	106 889	80 897
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	78 330		78 330	57 769
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 380 998		1 380 998	1 392 103
Charges constatées d'avance	36 125		36 125	26 112
Total II	1 617 608	12 294	1 605 314	1 560 464
Charges à répartir sur plusieurs exercice				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	8 440 504	3 909 523	4 530 980	4 700 268

Bilan

	Net au 31/08/24	Net au 31/08/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	1 089 539	1 089 539
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 089 539	1 089 539
Autres réserves		
Report à nouveau	1 254 725	1 107 882
Excédent ou déficit de l'exercice	88 333	146 843
Situation nette (sous-total)	2 432 597	2 344 265
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 056 615	1 152 342
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	3 489 212	3 496 607
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	11 626	11 170
Total III	11 626	11 170
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	898 035	989 998
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	898 035	989 998
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		805
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 039	38 454
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	84 482	77 404
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	25 987	27 004
Produits constatés d'avance	1 600	58 827
Total IV	1 030 142	1 192 492
Ecarts de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 530 980	4 700 268

■ Compte de résultat

	du 01/09/23 au 31/08/24 12 mois	%	du 01/09/22 au 31/08/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations	1 620	0.25	1 720	0.28	-100	-5.81
Ventes de biens et de services	628 608		602 658		25 950	4.31
Ventes de biens	31 498	4.80	10 619	1.70	20 879	196.63
Ventes de prestations services	597 110	91.07	592 039	94.78	5 070	0.86
Produits de tiers financeurs	596 623		551 350		45 273	8.21
Concours publics et subventions d'exploit Vts des fondateurs ou conso. de la dot. c Ressources liées à la générosité du publi Contributions financières	596 623	91.00	551 350	88.27	45 273	8.21
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts Utilisation des fonds dédiés Autres produits	3 065	0.47	3 163	0.51	-98	-3.08
Total I	1 229 916	187.59	1 158 891	185.54	71 025	6.13
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises	35 755	5.45	12 307	1.97	23 448	190.53
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	516 129	78.72	453 589	72.62	62 540	13.79
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	11 400	1.74	10 620	1.70	780	7.34
Salaires et traitements	336 574	51.33	308 616	49.41	27 958	9.06
Charges sociales	87 972	13.42	76 828	12.30	11 145	14.51
Dotations aux amortissements et aux dép	243 589	37.15	258 158	41.33	-14 569	-5.64
Dotations aux provisions	456	0.07	992	0.16	-536	-54.03
Reports en fonds dédiés						
Autres charges			31		-31	-100.00
Total II	1 231 876	187.89	1 121 141	179.49	110 734	9.88
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-1 959	-0.30	37 750	6.04	-39 709	-105.19
PRODUITS FINANCIERS						
De participation D'autres valeurs mobilières et créances d Autres intérêts et produits assimilés	11 770	1.80	2 263	0.36	9 507	420.11
Repr./ provisions, dépréciations et transf Différences positives de change Produits nets / cessions de valeurs mob.						
Total III	11 770	1.80	2 263	0.36	9 507	420.11
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amort., aux dépréciations e Intérêts et charges assililées	13 806	2.11	15 657	2.51	-1 851	-11.82
Différences négatives de change Chges nettes / cessions de valeurs mob.						
Total IV	13 806	2.11	15 657	2.51	-1 851	-11.82
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-2 036	-0.31	-13 394	-2.14	11 358	-84.80
3. RESULTAT COURANT avant imp	-3 995	-0.61	24 356	3.90	-28 351	-116.40
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion	3 313	0.51	23 867	3.82	-20 553	-86.12
Sur opérations en capital						

■ Compte de résultat

	du 01/09/23 au 31/08/24 12 mois	%	du 01/09/22 au 31/08/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Reprises provisions, dép., et transferts de	95 728	14.60	99 766	15.97	-4 038	-4.05
Total V	99 041	15.11	123 633	19.79	-24 592	-19.89
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion	4 718	0.72	636	0.10	4 083	642.28
Sur opérations en capital						
Dot. amortissements, aux dépréciations e						
Total VI	4 718	0.72	636	0.10	4 083	642.28
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-	94 323	14.39	122 997	19.69	-28 674	-23.31
Participation des salariés aux résultats (V						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 995	0.30	510	0.08	1 485	291.18
Total des produits (I + III + V)	1 340 727	204.49	1 284 787	205.69	55 940	4.35
Total des charges ((II + IV + VI + VII	1 252 395	191.02	1 137 944	182.18	114 451	10.06
EXCEDENT OU DEFICIT	88 333	13.47	146 843	23.51	-58 510	-39.85
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES E						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL						



Annexe légale

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'école :

LYCEE PROFESSIONNEL ABBE PIERRE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2024, dont le total est de 4 530 980 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 88 333 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2023 au 31/08/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/11/2024 par les dirigeants de l'école.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Date de création : Association a été déclarée à la Sous-Préfecture de Saint-Malo le 27 juillet 1957.

Objet social :

L'association a pour objet d'assumer la responsabilité d'établissements de formation permettant d'offrir à des jeunes scolaire et supérieure, en apprentissage et à des adultes, une formation générale, technologique et professionnelle.

L'association assume notamment la responsabilité d'un établissement sous contrat avec le ministère chargé de l'agriculture, préparant aux métiers de l'agriculture et des professions connexes, de l'alimentation, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, de l'environnement, de la forêt, de l'aquaculture ainsi qu'aux métiers des services en milieu rural.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et au plan comptable.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

■ Règles et méthodes comptables

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Rémunérations allouées aux dirigeants:

La divulgation de cette information conduirait à donner une information nominative: il n'en est par conséquent pas fait mention.

Provision pour indemnité de départ en retraite:

La provision pour indemnité de départ en retraite pour le personnel de droit privé est réactualisée chaque année en fonction des salaires, de l'âge des personnels, de leur ancienneté et de la probabilité qu'ils soient encore présents dans l'établissement lors de leur départ.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

■ Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 25 à 40 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 15 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, qu'il n'existait pas d'indice montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

■ Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	34 891			34 891
Immobilisations incorporelles	34 891			34 891
- Terrains	516 652			516 652
- Constructions sur sol propre	5 223 015	12 000		5 235 015
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	137 593	5 048		142 641
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	776 092	2 298		778 390
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	36 652			36 652
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	71 847	5 553		77 400
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	6 761 851	24 899		6 786 750
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	1 215	39		1 254
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	1 215	39		1 254
ACTIF IMMOBILISE	6 797 957	24 938		6 822 896



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	34 891			34 891
Immobilisations incorporelles	34 891			34 891
- Terrains	98 466	9 982		108 447
- Constructions sur sol propre	2 578 113	202 183		2 780 296
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	133 486	2 114		135 599
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	713 376	21 841		735 217
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	36 652			36 652
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	63 170	2 957		66 127
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	3 623 262	239 077		3 862 339
ACTIF IMMOBILISE	3 658 152	239 077		3 897 230



■ Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 233 638 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	119 182	119 182	
Autres	78 330	78 330	
Charges constatées d'avance	36 125	36 125	
Total	233 638	233 638	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Usagers, produits non facturés	42 720
Divers - produits à recevoir	15 337
Total	58 057



■ Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	8 568	4 512	786	12 294
Total	8 568	4 512	786	12 294
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		4 512	786	
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de r					
Fonds propres avec droit de r					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	1 089 539	146 843		146 843	1 089 539
Report à Nouveau	1 107 882		146 843		1 254 725
Excédent ou déficit de l'exerci	146 843	-146 843	88 333		88 333
Situation nette	2 344 265		235 175	146 843	2 432 597
Fonds propres consommptibles					
Subventions d'investissement	1 152 342			95 728	1 056 615
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Comm					
TOTAL	3 496 607		235 175	242 570	3 489 212



■ Notes sur le bilan

Subventions amortissables

	Montant à l'origine	Amts Exercice	Cumul Amts	Valeurs nettes
Subventions d'investissements	1 855 807	95 727	799 191	1 056 616
TOTAL	1 855 807	95 727	799 191	1 056 616

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	11 170	456			11 626
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charge					
Total	11 170	456			11 626
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		456			
Financières					
Exceptionnelles					

La provision pour risques et charges concerne les indemnités de fin de carrière.



■ Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 030 142 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	898 035	93 870	285 080	519 084
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 039	20 039		
Dettes fiscales et sociales	84 482	84 482		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	25 987	25 987		
Produits constatés d'avance	1 600	1 600		
Total	1 030 142	225 978	285 080	519 084
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	91 963			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 959
Dettes fiscales et sociales	10 284
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Total	23 243



■ Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	38 493
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	36 125

Produits constatés d'avance

	Montant
Produits d'exploitation	1 600
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
Total	1 600



■ Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 718	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		3 313
Subventions d'investissement virées au résultat		95 728
TOTAL	4 718	99 041



■ **Autres informations**

Engagements financiers

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Caution commune de 50% sur Prêt CMB d'un montant initial de 350 000€. CRD a la clôture:	88 791
Caution commune de 50% sur Prêt CMB d'un montant initial de 350 000 €. CRD a la clôture:	174 060
Caution commune de 50% sur Prêt CMB d'un montant de 672 700 €.	608 651
Avals et cautions	871 502
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	871 502

Les garanties reçues ont été accordées par la commune et représentent 50% du montant emprunté.

